



institut universitaire
graduate institute
d'études du développement
of development studies

Itinéraires

Croissance, mondialisation et pauvreté
Éléments du débat et perspective d'avenir

Kemal DERVIS

Leçons inaugurales n° 8

CROISSANCE, MONDIALISATION ET PAUVRETÉ

Eléments du débat et perspectives d'avenir

Kemal DERVIS

*Vice-président chargé du programme de lutte contre la pauvreté
Banque mondiale (Washington/Etats-Unis)*

Texte de la leçon inaugurale prononcée le 23 octobre 2000 lors de la séance
d'ouverture de l'année académique 2000-2001 de l'Institut universitaire
d'études du développement (IUED), Genève

©K. Dervis/IUED, août 2000

INSTITUT UNIVERSITAIRE D'ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT
Service des publications
Case postale 136 – CH-1211 GENÈVE 21
www.iued.unige.ch –

Introduction

Seattle, novembre 1999; Washington, avril 2000; Genève, juin 2000; Prague, septembre 2000: manifestations contre la mondialisation et «ses» institutions, violence perpétrée certes par une petite minorité, mais révélatrice d'un malaise plus profond et plus général, sensible dans divers milieux, de la presse aux ONG en passant par les syndicats et les milieux académiques, essentiellement en Europe. Une alliance diffuse où l'on retrouve des courants de la gauche traditionnelle, des écologistes, mais aussi des groupes plutôt à droite de l'échiquier politique, des souverainistes, des isolationnistes, des groupes religieux et autres.

Je vais d'abord aborder les dimensions économiques de notre sujet. Mais les enjeux sont plus larges et les discussions politiques et culturelles reflètent souvent des pulsions identitaires dont l'analyse doit s'ajouter à l'analyse économique pour pouvoir arriver à un tableau complet de ce grand débat qui n'est pas près de s'éteindre. Nous allons surtout nous concentrer sur la relation entre mondialisation et croissance, croissance et inégalité et croissance et pauvreté. Quelle relation y a-t-il entre mondialisation et croissance? A qui profite la mondialisation? Est-ce qu'une croissance accélérée mène toujours à une réduction de la pauvreté? Avons-nous des données qui permettent de répondre, partiellement au moins, à ces questions? Après avoir résumé ce que nous croyons savoir de ces relations sur la base du travail empirique considérable qui a été accompli ces dernières années, notamment à la Banque mondiale, je terminerai par quelques remarques sur les dimensions plus larges du débat, sans toutefois avoir l'ambition d'offrir une analyse complète du contexte politique et culturel.

Mondialisation et croissance

Le XX^e siècle a été un siècle d'effroi et d'espoir. Le progrès matériel a continué à côtoyer la famine. Mais il est vrai que le siècle que nous venons de quitter, avec ses guerres, ses massacres, ses convulsions terribles qui ont mené tant d'êtres humains à une mort violente, a aussi été une période de croissance sans précédent pendant laquelle davantage de personnes sont sorties de la pauvreté que durant toute l'histoire de l'humanité. Le revenu moyen réel par tête d'habitant a au moins quintuplé au cours de ce dernier siècle, malgré le passage du nombre d'habitants de la planète de 1,8 à 6 milliards. On ne peut évidemment attribuer cette accélération de la croissance tout simplement à la mondialisation. La croissance que les économistes mesurent est, par définition, due à l'augmentation des ressources investies et à l'augmentation de la productivité de ces ressources. Mais l'accélération de la croissance est allée de pair avec une augmentation du commerce international, en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), une augmentation des flux financiers transfrontaliers et une intégration de plus en plus poussée des structures de production à l'échelle mondiale. Il est ainsi possible

d'établir une corrélation forte entre le rythme de croissance d'un pays et le rythme d'intégration de son économie dans l'économie mondiale.

Une mesure de la rapidité avec laquelle un pays s'intègre dans l'économie mondiale proposée dans une étude de la Banque mondiale est constituée par un index à quatre composantes: le pourcentage du commerce international dans le PIB, le pourcentage de l'investissement étranger direct dans le PIB, les évaluations émises par "Institutional Investor" – une organisation privée d'analyse économique et financière – sur la sûreté des créances envers un pays, et la part des produits manufacturés dans les exportations. Lorsque 96 pays sont classifiés par ordre croissant de cet index, on s'aperçoit que les pays qui se sont intégrés le plus rapidement dans l'économie mondiale, les «intégrateurs rapides», sont aussi les pays qui, du moins dans la période allant du début des années 80 au milieu des années 90, ont réalisé la croissance la plus rapide. L'inclusion des années 1996-2000 ne changera pas l'essentiel des résultats obtenus, malgré la crise de 1997-1998. C'est vrai que les «intégrateurs rapides» en Asie ont traversé une période très difficile et que ces difficultés persistent pour certains d'entre eux. Mais le rythme de croissance de ces pays a repris de façon remarquable à partir de l'an 2000 et l'interruption de 1997-1998 n'a pas été assez longue pour changer l'essentiel des résultats obtenus: intégration rapide et croissance apparaissent liées à l'échelle mondiale.

Croissance et pauvreté

Il est donc raisonnable de considérer la mondialisation, c'est-à-dire ici l'intégration commerciale et financière de l'économie mondiale, comme une importante force motrice de la croissance, permettant aux progrès de la technologie moderne et aux économies d'échelle de se traduire dans des augmentations de productivité sans précédent.

Mondialisation et croissance sont allées en s'accéléralant pendant la décennie des années 90 et les analyses courantes aujourd'hui projettent une poursuite de cette accéléralation pour la première décennie du nouveau siècle.

Parler de croissance accélérée et des liens entre croissance et mondialisation n'engendre pas le vrai débat. Il est généralement admis que la mondialisation accélère la croissance. Le fond du débat se focalise aujourd'hui sur la distribution des bénéfices et des coûts de la mondialisation. Toute cette richesse créée par l'économie moderne réduit-elle la pauvreté dans le monde? Ou, au contraire, la mondialisation est-elle créatrice de nouvelles inégalités de sorte qu'elle a très peu d'impact sur la pauvreté? Quelle relation y a-t-il entre inégalité et croissance?

Plusieurs études ont analysé la relation empirique entre croissance et pauvreté. Deux indicateurs sont le plus souvent utilisés comme mesures de pauvreté: le revenu moyen des 20% de la population au bas de l'échelle des revenus, c'est-à-dire les 20% les plus pauvres, et, deuxième indicateur, le

pourcentage de la population avec un revenu au-dessous d'un seuil de pauvreté, ce seuil étant souvent un revenu de 1 dollar par jour, mesuré en pouvoir d'achat de ce dollar et non pas seulement par conversion monétaire.

L'étude devenue célèbre de Dollar et Kraay (2000) ainsi que d'autres études utilisant des données pour un large nombre de pays et à travers trois décennies, nous permettent de souligner deux messages importants:

- En moyenne, quand on définit cette moyenne par rapport aux Etats-nations sans la pondérer par la taille de ses Etats, le revenu des pauvres augmente *presque*, mais pas tout à fait, au même rythme que le PIB par tête d'habitant. La croissance moderne, à l'échelle mondiale, si elle ne bénéficie pas de façon disproportionnée aux pauvres, n'est pas non plus biaisée contre les pauvres. En moyenne, une croissance annuelle de 3% par habitant augmente donc le revenu moyen des pauvres aussi de *près de 3%* par an.¹
- Mais ceci n'est qu'une moyenne. En fait, seulement la moitié de la variation dans la croissance du revenu des pauvres est associée à la variance de la croissance du PIB. L'autre moitié est associée à d'autres facteurs. L'impact de la croissance comme phénomène national sur le revenu moyen des pauvres – comme d'ailleurs sur le pourcentage de la population au-dessous du seuil de la pauvreté – peut donc varier de façon très sensible. Au Ghana, par exemple, le revenu moyen des pauvres a pu croître de 3,3% par an entre 1988 et 1997, pendant que le PIB par habitant n'augmentait que de 1,2%. Au contraire, en Thaïlande, pendant la période allant de 1969 à 1992, le revenu moyen des pauvres augmentait à un rythme de 3,7% par an, une belle réussite en soi, mais au-dessous du taux de croissance du PIB par habitant qui était de 5,1%. Au Ghana, la croissance durant cette période a été égalisatrice, en Thaïlande elle a augmenté l'inégalité.

Voir dans la croissance une force qui nuirait aux pauvres n'est pas une position qu'on peut défendre avec les données que nous avons. Il est clair que la croissance est l'alliée la plus importante de la lutte contre la pauvreté. Mais il y a beaucoup de variation autour de la relation positive entre croissance et réduction de la pauvreté. La croissance dans l'agrégat du PIB n'est pas une condition suffisante pour qu'il y ait réduction sensible de la pauvreté. Il y a des expériences de croissance qui ont beaucoup profité aux pauvres, et il y en a d'autres où les bénéfices de la croissance ne semblent pas parvenir aux pauvres, ou ne leur parvenir que très lentement.

L'analyse des données, du moins sur la période 1980-2000, nous mène donc vers une conclusion modérée sur le thème croissance et pauvreté. Des stratégies de

¹ Nous ajoutons *presque* et *près de* à l'analyse de Dollar et Kray qui trouve une "égalité moyenne" entre croissance moyenne et croissance du revenu moyen des pauvres parce que d'autres analyses ont légèrement modifié cette conclusion en corrigeant certaines données. A voir, par exemple, *Global Economic Prospects 2001*, Banque mondiale, décembre 2000.

développement qui ne sont pas orientées vers une croissance forte, auront à l'avenir, comme par le passé, beaucoup de mal à réduire la pauvreté. Par contre, il est possible de générer des types de croissance qui apportent plus de bénéfices et les apportent plus rapidement aux pauvres. C'est sur cela que le débat et la recherche devraient s'orienter.

Inégalité, croissance et mondialisation

Traiter chaque pays comme une unité d'observation et se focaliser entièrement sur le groupe des pauvres au bas de l'échelle des revenus est cependant insuffisant pour bien comprendre les dimensions du problème. La plupart des analyses de la pauvreté se concentrent sur le groupe qui se trouve tout en bas de l'échelle de revenu d'un pays et les engagements de la communauté internationale, tels que la division par deux du nombre de personnes qui vivent avec un revenu inférieur à 1 dollar par jour entre 1995 et 2015, portent aussi sur ce groupe. Mais les inquiétudes, les attentes et le débat politique liés à la mondialisation ont aussi comme source le problème de l'inégalité qui caractérise l'ensemble de l'échelle de distribution des revenus. Focaliser l'analyse entièrement sur les plus pauvres ne reflète pas la complexité réelle du débat ni les liens perçus entre pauvreté et inégalité. Ceux qui, en effet, se sentent perdants dans l'évolution de l'échelle des revenus, se sentent appauvris, même si leur revenu ne baisse pas au-dessous du seuil de pauvreté. Et la perception de perte est souvent liée non seulement à la perte en valeur absolue du revenu d'un ménage, mais aussi à la situation relative de ce ménage par rapport aux gagnants. Un autre aspect de ces analyses qui mérite discussion, est qu'elles ne pondèrent pas les pays par leurs populations. En calculant les moyennes, la Chine a le même poids que le Ghana. Il est donc nécessaire d'élargir le cadre de l'analyse et de se pencher de façon plus générale sur l'évolution de l'inégalité dans le monde.

Que peut-on dire de cette évolution de l'inégalité et de sa relation avec croissance et mondialisation? Les études les plus récentes nous permettent de distinguer trois tendances.

Il y a d'abord, dans un certain nombre de pays, une augmentation de l'inégalité mesurée, par exemple, par le coefficient Gini. Mais une bonne partie de cette augmentation n'est pas due à une diminution des 20% les plus pauvres, mais à une augmentation de l'écart entre les plus riches et ceux qui sont au milieu de l'échelle des revenus. L'inégalité peut donc s'accroître sans nécessairement diminuer la part des plus pauvres.

La deuxième tendance très claire est celle de l'augmentation de l'écart entre le revenu moyen de beaucoup de pays au bas de l'échelle des revenus par habitant, et le revenu moyen dans les pays les plus riches. L'écart entre le revenu moyen des vingt pays les plus riches et celui des vingt pays les plus pauvres a, par exemple, doublé en quarante ans. Quand on traite la distribution mondiale comme une

distribution entre Etats-nations, divers indices d'inégalité augmentent sensiblement, reflétant des taux de croissance qui ont beaucoup varié. Les pays les plus riches sont aujourd'hui beaucoup plus riches que les plus pauvres. L'écart n'a jamais été aussi grand.

Par contre, on peut aussi parler d'une troisième tendance, si l'on évalue l'évolution de la distribution des revenus à l'échelle mondiale, non pas entre pays comme «unités de compte», mais entre ménages, où qu'ils se trouvent. Distribution des revenus donc, dans un «monde» où la planète ne serait qu'une seule nation! Vu de cette manière, il y a une diminution de l'inégalité essentiellement parce que le revenu d'un immense nombre de ménages dans certains pays les plus peuplés d'Asie, et en toute première ligne en Chine, croît plus rapidement que le revenu des ménages dans les pays riches. Le poids de la Chine mais aussi celui de l'Inde sont évidemment énormes dès que l'on pondère les observations par taille de population. La rapidité de la croissance en Chine durant les deux dernières décennies – avec un revenu par tête d'habitant augmentant à un rythme supérieur à 5% par an – a été à elle seule une puissante force «égalisatrice» à l'échelle planétaire. Depuis quelques années, l'Inde vient s'ajouter à ce calcul, avec une croissance par tête d'habitant qui a augmenté graduellement pour atteindre au moins 4% à la fin des années 90.

Ce qui est un peu paradoxal, par contre, c'est que l'expérience chinoise, et plus récemment indienne, contribue à plus d'égalité dans le monde lorsqu'on considère la population mondiale comme une grande et unique famille, parce que les membres chinois et indiens sont pauvres mais, en moyenne, accroissent leurs revenus plus rapidement que les membres suisses ou même américains. Mais à l'intérieur de la sous-famille indienne et chinoise, il y a, sans aucun doute, une inégalité croissante. En Inde et en Chine, il n'est pas vrai non plus que les pauvres ont eu un revenu qui a augmenté au rythme de la croissance du PIB par habitant. Si Dollar et Kraay, par exemple, avaient pondéré leurs observations par le poids des populations des pays objets de l'étude, leur relation croissance-pauvreté, bien que toujours positive, n'aurait pas été aussi favorable. Le revenu des Chinois, y compris celui des plus pauvres en Chine, croît bien plus rapidement que le revenu des Européens – voilà donc une tendance vers plus d'égalité. Mais l'écart entre les Chinois riches et les Chinois pauvres, ainsi qu'entre les Indiens riches et les Indiens pauvres se creuse rapidement, créant plus d'inégalité dans deux pays qui représentent plus du tiers de la population mondiale.

Nous avons donc essayé de donner un bref aperçu des tendances, telles qu'elles ont pu être mesurées, qui semblent caractériser croissance, inégalité et pauvreté. Il faut ajouter ici que la qualité des données sur lesquelles se fondent ces études laisse beaucoup à désirer et qu'il faut être très prudent dans les conclusions que l'on en tire. La qualité des données ne permet pas trop de précision dans le détail. Néanmoins, il y a aujourd'hui suffisamment d'informations et suffisamment d'études économétriques pour pouvoir se fier aux grandes lignes de ce que nous avons décrit plus haut. La mondialisation facilite la croissance, et cette croissance n'est pas systématiquement biaisée contre les pauvres. Par contre, un nombre

important de pays, surtout en Afrique, ne participent pas à cette croissance. A l'intérieur de nombreux pays, même s'il y a croissance, elle ne profite pas beaucoup aux pauvres. Et à l'intérieur des deux géants asiatiques, qui croissent très rapidement, la distribution des revenus devient plus inégale.

Il y a donc beaucoup à faire pour ceux qui veulent lutter contre la pauvreté et améliorer la distribution des revenus. Mais c'est en utilisant la mondialisation, en la contrôlant, sans aller à son encontre, que l'on peut espérer obtenir les meilleurs résultats. En fait, nous arrivons au niveau mondial à la conclusion qui est déjà assez bien établie au niveau national: le fonctionnement des marchés et l'initiative privée sont les forces motrices de la croissance, mais pour que cette croissance soit stable et pour qu'elle soit équitable, les marchés ont besoin d'un cadre régulateur, d'un Etat de droit qui établit et gère ce cadre, et qui accompagne le fonctionnement des marchés par une politique sociale active qui lutte contre l'inégalité et qui redistribue les revenus tels qu'ils sont générés par l'économie de marché. Or, ce qui est vrai au niveau national est vrai aussi au niveau global. Quand les marchés s'internationalisent, le cadre régulateur, lui aussi, doit suivre ce mouvement. C'est vrai pour la santé, c'est vrai pour l'environnement, mais c'est de plus en plus vrai aussi pour le système bancaire, pour les marchés de capitaux, et même le marché du travail. Dans beaucoup de pays, par exemple, l'autorité nationale demande aux banques d'établir un équilibre prudent entre leurs actifs et leurs passifs déterminés en devises étrangères. Il y a eu, en effet, trop de cas où un changement du taux de change non anticipé a plongé le système bancaire d'un pays dans le chaos parce que les banques n'avaient pas «couvert» leur risque de change. Malheureusement, il faut reconnaître qu'une autorité nationale, seule, a beaucoup de mal à imposer cette couverture du risque de change. Une banque peut facilement contourner une règle de couverture en utilisant des transactions "off-shore". Une régulation efficace des marchés financiers a donc besoin d'une concertation internationale basée sur des règles de jeu agréées entre les autorités nationales.

On peut multiplier ces exemples. Plus les marchés s'intègrent, plus le besoin de coopération et de concertation internationale apparaît. On est certes encore très loin, et on restera pour longtemps très loin d'un gouvernement mondial. Mais il y a un besoin croissant d'une «gouvernance globale» qui pourrait fournir aux marchés mondialisés le cadre régulateur dont ils ont besoin.

Ceux, très minoritaires, qui ne croient pas en cette nécessité de régulation, ceux qui ont une confiance totale dans le fonctionnement des marchés et qui sont prêts aussi à accepter les conséquences sociales du fonctionnement des marchés sans ressentir un besoin de redistribution peuvent, en restant cohérents avec eux-mêmes, ne pas accepter un rôle croissant pour des institutions internationales chargées de renforcer la coopération internationale et d'établir les éléments d'une gouvernance globale. Mais ceux qui n'ont pas une confiance totale dans les mécanismes de marché, ceux qui pensent que ces mécanismes ont besoin d'un cadre judiciaire et régulateur pour donner les meilleurs résultats, soit en termes de stabilité, soit en termes d'équité, ne peuvent pas, en même temps, nier le besoin de gouvernance globale.

Je pense donc qu'une critique constructive et cohérente de nos institutions internationales doit s'orienter non pas contre ces institutions en soi, mais doit viser à corriger leurs faiblesses existantes, augmenter leur efficacité, et aussi renforcer leur légitimité. Je pense personnellement qu'un grand débat sur la gouvernance globale, sur les manières de la rendre légitime et plus démocratique, sur les moyens aussi de rendre le comportement des institutions internationales plus transparent aux citoyens du monde va remplacer l'ancien débat entre la gauche classique et la droite classique, dépassé par la technologie moderne et l'intégration mondiale des marchés. Certes, beaucoup d'idées et de sensibilités qui ont leur source dans la lutte des idéologies du XX^e siècle vont survivre, mais elles prendront des nouvelles formes propres au XXI^e siècle et se concentreront de plus en plus sur la nature et l'étendue de l'action des pouvoirs publics à l'échelle mondiale.